**Annexes**

1. Document de base de la Belgique
2. Code pénal
3. Titre préliminaire du Code de Procédure pénale et Code d’Instruction criminelle
4. Législation sur la Police :
	1. Loi du 5 août 1992 sur la fonction de police
	2. Loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police
	3. Arrêté royal du 10 mai 2006 fixant le code de déontologie des services de police
5. Loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des Forces armées
6. Loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes
7. Constitution
8. Extraits du Code judiciaire
9. Loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive
10. Loi du 12 janvier 2005 de principes concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus
11. Circulaire du Collège des Procureurs généraux près les Cours d’appel :
* n° 9/2002 contenant la Directive ministérielle du 20 février 2002 relative à la recherche des personnes disparues ;
* n° 8/2011 du Collège des procureurs généraux près les cours d'appel relative à l'organisation de l'assistance d'un avocat à partir de la première audition dans le cadre de la procédure pénale belge ;
* n°16/2012 commune du Ministre de la Justice et du Collège des procureurs généraux près les cours d’appel relative à l’accueil des victimes au sein des parquets et des tribunaux du 12 novembre 2012.
1. Loi du 15 mars 1874 sur les extraditions
2. Loi du 9 décembre 2004 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale et modifiant l'article 90*ter* du Code d'instruction criminelle
3. Loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers
4. Arrêté royal du 14 septembre 2007 relatif aux normes minimales, à l'implantation et à l'usage des lieux de détention utilisés par les services de police
5. Arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires.
6. Loi du 1 juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude
7. Loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient
8. Arrêté royal du 2 août 2002 fixant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux lieux situés sur le territoire belge, gérés par l'Office des étrangers, où un étranger est détenu, mis à la disposition du Gouvernement ou maintenu, en application des dispositions citées dans l'article 74/8, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers
9. Loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux
10. Arrêté ministériel du 23 janvier 2009 établissant la procédure et les règles de fonctionnement de la Commission et du secrétariat permanent, visé à l'article 130 de l'arrêté royal du 2 août 2002 fixant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux lieux situés sur le territoire belge, gérés par l'Office des étrangers, où un étranger est détenu, mis à la disposition du gouvernement ou maintenu, en application des dispositions citées à l'article 74/8, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.
11. Loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait
12. Décret du 4 mars 1991 de la Communauté française relatif à l'Aide à la Jeunesse
13. Décret du 7 mars 2008 de la Communauté flamande relatif à l'assistance spéciale à la jeunesse
14. Décret du 19 mai 2008 de la Communauté germanophone relatif à l'aide à la Jeunesse et visant la mise en œuvre de mesures de protection de la jeunesse
15. Décret relatif du 7 mai 2004 de la Communauté flamande au statut du mineur dans l'aide intégrale à la jeunesse
16. Arrêté du 15 mai 1997 du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1997 fixant le code de déontologie de l'aide à la jeunesse et instituant la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse
17. Arrêté du 26 mars 2004 du Gouvernement flamand portant création de l'agence autonomisée interne « Zorginspectie »
18. Décret du 15 juillet 1997 de la Communauté flamande portant création d'un Commissariat aux Droits de l'Enfant et instituant la fonction de Commissaire aux Droits de l'Enfant
19. Décret cadre politique administrative de la Communauté flamande du 18 juillet 2003
20. Décret du 1 juin 2001 de la Communauté flamande octroyant un droit de réclamation à l'égard d'administrations
21. Loi du 30 décembre 2009 relative à la lutte contre la piraterie maritime et modifiant le Code judiciaire
22. Loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale
23. Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel
24. Loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration
25. Extraits du Code civil
26. Extraits du Code de droit international privé